



# La Ligue Djiboutienne des Droits Humains (L.D.D.H)

Djibouti, le 20 octobre 2015

## Communiqué de presse:

### **Arrestations arbitraires, torture et détention au secret se poursuivent à Djibouti**

Selon les informations recueillies par la LDDH, les arrestations arbitraires continuent toujours dans les régions du Nord et Sud Ouest du pays.

Ainsi ces derniers jours , **7 personnes** ont été arrêtées dont **4 personnes** (3 jeunes et une femme) à **Guirrori**, localité située au Nord de la ville de Tadjourah et à Lac Assal au Sud de TADJOURAH, et **3 personnes** à **Wadi** (district d'Obock). Il s'agit de :

- 1) **IWAD MOHAMED IWAD**
- 2) **ALI MOHAMED ILIHATE**
- 3) **HAMADOU HAMAD**
- 4) **AICHA ALI KAMIL**
- 5) **ABDO HASSAN AHMED et 2 jeunes dont nous ignorons leur identité.**

Il nous est difficile voire impossible de localiser les lieux de détention de ces personnes car le secret qui entoure leur détention est totalement absolu. Comme les premiers détenus, ces personnes n'ont ni le droit de visite de leur famille, ni d'un avocat encore moins d'un médecin puisqu'elles sont systématiquement torturées dès leurs arrestations : c'est la raison principale du secret .

A notre connaissance, rien de sérieux ne leur est reproché si ce n'est leur lien familial avec certains éléments du FRUD et aux yeux des autorités de Djibouti, cela constitue un grave délit qui doit être réprimé.

En outre comme nous l'avons écrit précédemment, les personnes qui **avaient été torturées au SRD** puis **placées en mandat de dépôt à la prison centrale de Gabode** par le **Parquet**, n'ont pas reçu des soins et végètent par conséquent avec leurs blessures dans la prison.

**La LDDH dénonce et condamne fermement ces arrestations illégales et tortures** dont les victimes ne sont autres que des paisibles citoyens qui n'ont commis aucun délit et exige du régime en place à Djibouti la libération de tous les détenus.

Enfin, **la LDDH lance un appel solennel à l'adresse de la Communauté Nationale et Internationale à faire pression** sur le régime djiboutien pour que cessent les violations des droits humains en République de Djibouti.

**Le Président de la LDDH :**

**Omar Ali Ewado**